

LE TEMPS

fédéralisme jeudi 14 janvier 2010

«Le Tessin doit reconquérir la solidarité confédérale»

Par Barbara Knopf

Au sortir d'une année difficile, le canton doit jeter de nouveaux ponts vers Berne. Il en a pris conscience mais il lui reste à agir, estime le politologue Oscar Mazzoleni

Tentative ratée de rentrer au Conseil fédéral ou encore guerre fiscale avec l'Italie, le Tessin a vécu une année 2009 difficile, qui, après la grève de CFF Cargo en 2008, a relancé le débat sur l'isolement, subjectif ou objectif, de la Suisse italienne. «Comment le Tessin peut-il avoir plus de poids à Berne?», telle est la question qui sera discutée samedi lors d'une conférence organisée par «Coscienza svizzera», un groupe de réflexion autour de la multiculturalité helvétique. Le politologue Oscar Mazzoleni livre en primeur au Temps ses propres réflexions.

Le Temps: Quels enseignements le Tessin peut-il tirer des récentes tensions avec Berne et de son absence confirmée du Conseil fédéral?

Oscar Mazzoleni: La question de la présence italophone au Conseil fédéral a mis en évidence une série de malentendus et de crispations qui ont constellé les rapports entre le canton du Tessin et Berne ces dernières années. On signalera la représentation italophone dans l'administration fédérale, les mandats attribués par la Confédération, les retards dans la nouvelle loi sur les langues, les restructurations de CFF Cargo, la réfection du tunnel du Gothard ou plus récemment l'immunité fiscale italienne. Face à cela, selon une vieille tradition, le canton se plaint souvent d'être systématiquement discriminé et incompris, tout en présentant régulièrement des revendications. Pourtant, on réalise que la situation actuelle est la conséquence d'un fédéralisme devenu plus compétitif ces vingt dernières années, sous l'emprise d'un processus de globalisation qui fait que toute région peut devenir potentiellement marginale ou périphérique. Cette compétition offre également l'opportunité de changer sa manière d'agir.

– Peut-on attendre des changements de comportement et de stratégie pour 2010, selon vous?

– Ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est que le Tessin, ou tout au moins une partie de sa classe politique, a pris conscience qu'il lui fallait renouer avec la Berne fédérale, jeter des ponts dans sa direction. Elle se rend compte que la solidarité confédérale n'est pas acquise, mais doit être conquise. C'est un travail de longue haleine. Au-delà de la prise de conscience, on attend encore les décisions politiques et la mise en pratique. Il se pourrait toutefois que certaines prémisses soient jetées cette année déjà.

– Le Conseil d'Etat étudie actuellement la possibilité de créer un service qui s'occupe des relations extérieures du canton, tant avec Berne qu'avec l'Italie du Nord. Qu'en pensez-vous?

– C'est une des possibilités de concrétiser l'attitude proactive que le canton du Tessin peut développer dans ce contexte plus compétitif. La députation tessinoise aux Chambres fédérales ne peut pas tout faire. Certes, il existe le risque d'un problème de coordination interne avec les services cantonaux qui ont déjà des rapports étroits avec Berne. En même temps, un bureau

spécialisé dans les rapports avec l'extérieur pourrait être un moyen pour renforcer les liens avec l'Italie du Nord, qui va constituer à mon avis l'enjeu le plus important pour le Tessin en 2010. Par ailleurs, il est utile de comprendre comment agissent d'autres cantons, Genève par exemple.

- Ce canton a engagé récemment deux attachées aux questions fédérales. Un modèle à suivre?

- La Suisse italienne a besoin d'antennes à Berne, de contacts réguliers avec les milieux décisionnels et de liens solides en dehors des processus décisionnels. Il ne suffit pas de se présenter à quelques réunions institutionnelles, il faut faire partie des réseaux, et, actuellement, les élites tessinoises en sont en partie coupées. Cela peut être aussi assister à un événement sportif, où on rencontre des personnes influentes. Le canton devrait également envisager des alliances avec d'autres cantons, de Suisse centrale ou orientale d'abord, mais aussi de Suisse romande.

- D'autres propositions circulent actuellement pour renforcer la position du Tessin, comme augmenter le nombre des italophones au sein de l'administration fédérale, ou augmenter celui des conseillers fédéraux. Quelles sont leurs chances d'aboutir?

- La représentation des minorités dans l'administration fédérale illustre la vieille histoire de ce pays tiraillé entre centralisation et efficacité d'une part et fédéralisme et respect des minorités d'autre part. La Suisse est aujourd'hui plus que jamais en quête d'une orientation qui dépasse de loin la question particulière du Tessin. Le problème de la faisabilité se pose davantage encore pour l'augmentation du nombre de conseillers fédéraux, car il est extrêmement difficile d'introduire des changements institutionnels dans le Conseil fédéral, qui existe pratiquement sous sa forme actuelle depuis 1848. Mais la proposition tessinoise a le mérite d'ouvrir le débat.